

FERDINAND BUISSON ET JAMES GUILLAUME, UNE HISTOIRE D'AMITIÉ...

Ferdinand Buisson et James Guillaume sont connus respectivement pour avoir écrit des sommes, véritables lieux de mémoire, pour paraphraser Pierre Nora. Ferdinand Buisson est le «père» du *Dictionnaire de Pédagogie* et James Guillaume est le «père» de *L'Histoire de l'Internationale* à laquelle il a activement participé.

Tous deux sont des figures emblématiques: Ferdinand Buisson est l'emblème de la République scolaire, reconnu comme le créateur de l'école primaire et James Guillaume l'emblème du socialisme libertaire, et l'opposant farouche, avec Bakounine, de Marx lors des combats au sein de l'Internationale. En effet, le socialisme serait-il autoritaire avec les socio-démocrates ou anti-autoritaires avec les syndicalistes-révolutionnaires? Bakounine et Guillaume furent battus et exclus de l'Internationale au Congrès de La Haye en 1872. Marx et ses compagnons crurent ainsi se débarrasser de l'esprit des anti-autoritaires.

L'étude que j'ai menée a permis de mettre en évidence les liens qui unissaient Ferdinand Buisson et James Guillaume, liens qui n'avaient pas été démontrés par les chercheurs qui ont étudié ces deux figures. Ceci est révélateur du mur invisible, mais puissant, que les chercheurs mettent entre Buisson et les libertaires, comme s'il était impensable, voire impossible, que Ferdinand Buisson puisse appartenir à un tel réseau de pensée et avoir des contacts personnels avec des libertaires. Les chercheurs qui travaillent sur Paul Robin rencontrent fréquemment Buisson mais l'ignorent ou portent des jugements lapidaires et hâtifs: «*Buisson considérait probablement Cempuis comme une expérience d'avant-garde pouvant apporter quelques progrès et bénéfiques à l'école laïque. Si l'entreprise échouait, ce n'étaient après tout que des orphelins, des enfants d'ouvriers et quelques enseignants peu orthodoxes qui en faisaient les frais, et l'éducation nationale n'allait pas s'attendrir pour si peu (1)*». Quant à ceux qui travaillent sur Ferdinand Buisson, ils rencontrent James Guillaume et Paul Robin, mais ne voient pas non plus le lien qui les unit. Patrick Dubois qui a publié un livre sur le Dictionnaire écrit: «*Ainsi la participation, dès 1879-1880, d'anciens communards comme Paul Martine, Eugène Dacosta ou les frères Elisée et Elie Reclus ou celle de l'anarchiste Paul Robin, ne s'explique peut-être pas uniquement par leur spécialité universitaire ou pédagogique*». Et il ajoute en note: «*On pense au rôle influent qu'a pu jouer le secrétaire de la publication, l'ancien dirigeant de la Fédération jurassienne James Guillaume*». Pour lui c'est James Guillaume qui a demandé à certains de ses amis de rédiger des articles mais il ne cherche nullement à connaître les raisons de ces choix. Personne ne s'est posé la question: comment Ferdinand Buisson a-t-il pu placer à la tête du *Dictionnaire* James Guillaume le fondateur de la *Fédération jurassienne*?

Comment ces deux hommes, exerçant dans des domaines apparemment très éloignés, ont-ils pu se rencontrer, s'apprécier et se lier d'une si longue et si forte amitié?

Le lien qui va les unir, c'était inévitable, était la pédagogie. Pourquoi? Parce que la pédagogie est au cœur à la fois de l'action des Républicains et de la doctrine des socialistes. Et pas n'importe quelle pédagogie: la pédagogie libertaire portée par Paul Robin à travers son *Education intégrale* écrite en 1869.

(1) Tanguy L'Aminot, «*James Guillaume et l'éducation libertaire*», pp. 98-117, dans *Former un nouveau peuple ? Pouvoir, éducation, révolution*, Les Presses de l'Université de Laval, L'Harmattan, 1996.

1- Leur rencontre:

Ils se rencontrent en décembre 1868 en Suisse: Ferdinand Buisson a 27 ans et James Guillaume a 24 ans.

Tous les deux appartiennent donc à la même génération. Buisson est né à Paris en 1841 d'une famille protestante; son père était avocat puis juge de paix (il meurt lorsque Buisson a 16 ans). Il appartient donc à la petite bourgeoisie. Guillaume est né à Londres en 1844 d'une famille protestante également. Son père travaille dans l'horlogerie familiale, entreprise florissante puisqu'une succursale a été ouverte à Londres. Toutefois, la crise commerciale de 1848-1849 leur fait subir de lourdes pertes et la famille doit rentrer en Suisse. Le père de Guillaume est républicain et libre-penseur mais tous deux feront des choix politiques différents plus tard. Toutefois James Guillaume écrit dans son autobiographie en 1906, «*ma mère et mes sœurs me soutenaient*».

Ferdinand Buisson, après avoir obtenu sa licence de philosophie, n'a pas voulu prêter serment à l'Empire et s'est exilé en Suisse en 1866 où il enseigne la philosophie à l'Académie de Neuchâtel. James Guillaume enseigne, lui, à l'Ecole industrielle du Locle depuis 1865. Ils sont donc enseignants tous les deux mais ils sont surtout militants. Malgré leur jeune âge, ils se sont déjà fait remarquer.

Ferdinand Buisson attire l'attention par ses positions radicales dans le domaine de la religion avec la publication, en 1865, d'un petit livre de 63 pages: *Le Christianisme libéral* et par un article paru dans le journal *Les Etats-Unis d'Europe* le 19 avril 1868 sur «*L'abolition de la guerre par l'instruction*»; et James Guillaume dans le domaine de la politique a fondé, avec Constant Meuron, la *Section de l'Internationale du Locle* (petite ville de 15.000 habitants qui vit de l'industrie horlogère). Tous les deux sont des intellectuels actifs qui veulent agir concrètement.

Or en Suisse se sont tenus, par un extraordinaire concours de circonstances, les congrès de la Paix en 1867, 1868, 1869 et les congrès de l'AIT.

Nous savons précisément comment Ferdinand Buisson et James Guillaume se sont rencontrés grâce au livre de ce dernier sur *L'Histoire de l'Internationale*, qui a pour sous-titre: *Documents et souvenirs*.

Laissons parler James Guillaume qui retrace les conditions de cette rencontre (2):

«*Sur ces entrefaites, Ferdinand Buisson, alors professeur de philosophie à l'Académie de Neuchâtel, venait de commencer sa campagne contre l'orthodoxie protestante à Neuchâtel le samedi 5 décembre: il y réclamait la complète laïcité de l'école, et résumait sa thèse par ces mots: «Abolissez l'histoire sainte, et mettez à sa place l'histoire de l'humanité». Je le priai aussitôt de venir répéter cette conférence au Locle pour le mercredi 16 décembre.*

La guerre est déclarée sur toute la ligne avec les autorités religieuses. En effet, la conférence de Buisson avait fait pousser des cris de rage au clergé orthodoxe, brusquement troublé dans sa quiétude; Frédéric Godet, pasteur et professeur, le plus éminent des théologiens calvinistes, avait répondu à Buisson, dès le 10 décembre, par un discours violent prononcé dans la chapelle des Bercles à Neuchâtel; et on annonçait qu'il viendrait au Locle répéter ce discours, à la demande des pasteurs, dans le temple, le vendredi 18, c'est-à-dire le surlendemain du jour où Buisson aurait parlé au Cercle de l'Union républicaine.

Le mercredi 16, Ferdinand Buisson arriva à sept heures du soir. J'étais allé le recevoir à la gare, et nous causâmes de ce qui se passait à Neuchâtel. Les âmes pieuses avaient immédiatement répandu, au sujet du jeune professeur et de la conférence faite par lui, les bruits les plus bêtes et les plus méchants. Il aurait déclaré à ses auditeurs que la Bible était un livre immoral et Jésus un homme de mauvaises mœurs, et leur aurait débité des choses si malpropres, qu'il était impossible à une femme de les écouter; aussi plusieurs dames seraient-elles sorties au milieu de la conférence, - ce qui était complètement faux. Quant au pasteur Godet, à court de bons arguments, il avait répliqué à Buisson en le traitant de pédant et de blanc-bec.

L'heure habituelle du «souper», comme on dit en Suisse, étant passée (dans la pension où je prenais

(2) 1905, tome 1, 2ème partie, chap. III, Seconde conférence de FB, pp. 121-128.

mes repas on «soupaît» à six heures), je conduisis Buisson à l'Hôtel des Trois-Rois, où une chambre était retenue pour lui, et lui fis servir à dîner dans la salle commune; il y soupa en face du curé du Locle, qui était un des pensionnaires de l'hôtel. Un peu avant huit heures, nous nous rendîmes au Cercle de l'Union républicaine. Je n'étais pas sans inquiétude: je craignais qu'on eût cabalé pour faire le vide autour de notre ami, et qu'il n'y eût pas une dame, et peu d'hommes. Mais j'eus la satisfaction de constater, au contraire, que la salle était déjà comble et que les dames ne s'étaient pas laissé effrayer. Le clergé loclois était là au grand complet: les trois pasteurs de la paroisse française, le diacre, le pasteur de la paroisse allemande, et le curé. Une lettre écrite par moi le lendemain me permet de donner la note exacte de mes impressions.

Buisson a parlé avec beaucoup de talent et, surtout avec une admirable modération, avec une largeur, une tolérance, que je n'aurais pas eues, moi, au même degré, je crois, et beaucoup de simplicité et de clarté.

Il a été chaleureusement applaudi, et ceux de ses auditeurs qui ne partageaient pas ses opinions ont rendu hommage à la parfaite convenance de son langage et à l'élévation de ses idées. Des «mômiers» (des Unions chrétiennes), dont on m'a cité les noms, disaient en sortant: «Comment! c'est de cet homme et de cette conférence qu'on nous avait dit tant de mal! est-ce possible?» L'impression produite est excellente, et j'espère que cette soirée portera des fruits. Après la conférence, nous nous sommes réunis une trentaine avec M. Buisson, et nous avons causé jusqu'à minuit des grandes questions de notre époque, de nos convictions, de nos luttes, de nos espérances. Cela fortifie d'entendre un homme de cœur parler librement; l'accent de la conscience s'impose, même aux adversaires; il semblait, en écoutant Buisson, que, sorti d'une atmosphère malsaine et étouffante, on respirait un air plus salubre.

Aujourd'hui, tout le jour, on n'a parlé que de Buisson. Je rédigeai sur-le-champ une Adresse de remerciement à Buisson, au bas de laquelle furent apposées de nombreuses signatures, et qui fut envoyée au conférencier. Le Progrès allait être mis sous presse; il fut encore possible d'y insérer cette pièce en quatrième page. Nous y disions au jeune professeur de Neuchâtel: «Votre conférence a été un acte de courage. En effet, chez nous, où la liberté religieuse est inscrite dans la constitution, on ne la rencontre guère dans les mœurs. Un citoyen ne peut pas exprimer une opinion philosophique sans s'exposer à des accusations absurdes, quelquefois à des injures grossières. Aux pasteurs seuls on permet un langage libre: ils peuvent nous anathématiser chaque dimanche du haut de la chaire sans que personne y trouve à redire; mais qu'un de ceux que frappent leurs foudres évangéliques s'avise de répliquer, de vouloir exercer à son tour le droit d'exprimer sa pensée sur les questions religieuses, c'est une clameur générale contre cet audacieux, contre ce blasphémateur.

Nous avons l'espoir que vos paroles, fermes et modérées à la fois, ne seront pas perdues. Ceux qui n'osaient dire leur véritable pensée, de crainte de se voir signalés à l'horreur de leurs concitoyens, prendront peut-être courage; peut-être aussi les amis du clergé finiront-ils de leur côté par adoucir leur farouche intolérance, et par s'habituer à entendre discuter librement toutes les opinions et toutes les croyances».

Mais c'est en 1869 que James Guillaume fit la rencontre de sa vie en la personne de Michel Bakounine, car tout les réunissait. Quel rôle a-t-il joué dans l'amitié qui a uni Ferdinand Buisson et James Guillaume?

Laissons Guillaume parler encore (3):

«C'est au Congrès romand que j'entrai pour la première fois en relations personnelles avec Bakounine. Je l'avais vu à la tribune, au Congrès de la paix, à Genève, le 10 septembre 1867, mais sans avoir eu l'occasion de lui parler, et sans que la pensée me fût venue alors d'essayer de me rapprocher de lui: j'étais bien éloigné de songer qu'il pût un jour devenir membre de l'Internationale. Lorsque, délégué par la Section du Locle, après avoir passé les fêtes de Noël et du Jour de l'an à Morges dans la famille de ma fiancée, j'arrivai à Genève le samedi 2 janvier 1869, Bakounine, qui avait une chambre disponible, et s'était offert à héberger un délégué, jeta son dévolu sur moi, et voulut absolument que j'allasse loger chez lui; j'acceptai avec plaisir son hospitalité, heureux d'avoir l'occasion de faire la connaissance d'un homme célèbre, dont l'abord sympathique m'avait gagné du premier coup. Je ne restai que deux jours à Genève, et dus repartir déjà le dimanche soir, 3 janvier: mais ce court espace de temps nous avait suffi pour nous lier, Bakounine et moi, malgré la différence de nos âges (Bakounine est né en 1814 il a donc 30 ans de plus que Guillaume), d'une amitié qui devait bientôt devenir une intimité complète.

Le succès de la conférence du 16 janvier nous fit désirer de continuer à employer ce mode de

(3) 1905, tome 1,2e partie, chap. III, Seconde conférence de FB, pp. 121-128.

propagande. J'eus l'idée de demander à Bakounine s'il consentirait à venir au Locle, lui aussi, pour traiter quelque sujet philosophique ou social. Avec l'assentiment de mes amis, je lui écrivis. Il ne me répondit que le samedi 27; et dans l'intervalle, nous décidâmes de prier F. Buisson de venir répéter au Locle une nouvelle conférence qu'il avait faite à Neuchâtel - dans un des temples, cette fois - sous ce titre: Profession de foi du protestantisme libéral.

Demain dimanche 24, on imprimait, dans l'atelier de mon frère, la conférence faite à Neuchâtel par Buisson quelques jours avant; afin qu'elle pût paraître aussitôt qu'il l'aurait répétée à la Chaux-de-Fonds, à Cemier (Val-de-Ruz) et au Locle; mon père avait des épreuves d'une partie du manuscrit: il nous en lut un passage que je trouvai fort beau, et que je témoignai le désir de publier dans Le Progrès. L'agitation commencée par Buisson avait gagné à la fois en étendue et en profondeur; l'Église orthodoxe se sentait sérieusement menacée, et ses adversaires songeaient à organiser contre elle une campagne qui, bien menée, aboutirait à la destruction de l'édifice calviniste et émanciperait les esprits de la domination du dogme protestant, comme la révolte contre le papisme, au seizième siècle, les avait émancipés de la domination de Rome. À titre d'auxiliaires dans cette bataille, Buisson avait appelé à lui des orateurs connus pour la part qu'ils avaient déjà prise aux luttes engagées dans l'Église réformée de France, Athanase Coquerel, Félix Pécaut, Albert Réville, Jules Steeg, etc.; et j'appris que dès le lendemain, lundi, arriverait à Neuchâtel Félix Pécaut, qui devait faire, dans un temple, une série de conférences.

Le jeudi 28, Buisson répétait à la Chaux-de-Fonds, où on lui avait accordé sans difficulté l'usage du temple, sa conférence de Neuchâtel; et il m'adressait les feuillets d'épreuve que j'avais désiré recevoir, pour en publier un extrait dans Le Progrès. Quant à la missive de Bakounine, ma lettre la mentionne simplement en ces termes: «J'ai reçu aujourd'hui une lettre de Bakounine: il m'annonce qu'il viendra probablement ici le second dimanche de février».

Le vendredi soir m'arriva une lettre de Buisson, m'indiquant comme date de sa conférence au Locle le vendredi 5 février. Il devait auparavant la répéter encore à Cemier le 1er février, dans la maison de (la) commune. Félix Pécaut avait fait à Neuchâtel une seconde conférence le vendredi. Cette fois, les partisans de l'orthodoxie interrompirent l'orateur par des sifflets, et, à la sortie du temple, Pécaut et Buisson furent grossièrement insultés.

Le lundi soir, dans une réunion d'amis, nous réglâmes les détails de la réception qui serait faite à F. Buisson le vendredi suivant; il fut décidé que le conférencier parlerait, comme la première fois, dans les salons du Cercle de l'Union républicaine.

La conférence de Buisson, Profession de foi du protestantisme libéral, fut faite, comme il avait été annoncé, le vendredi 5 février, devant un très nombreux auditoire, qui l'applaudit chaleureusement.

Cependant le mouvement rationaliste dont Buisson avait été l'initiateur allait, par le concours que lui apportaient des pasteurs de l'Église libérale française, prendre un caractère qui n'était plus celui du début: il ne s'agissait plus d'une simple protestation à laquelle pourraient s'associer tous les partisans du libre examen; on voulait maintenant travailler à la constitution d'une «Église libérale», dont le programme fut exposé par un Comité d'initiative dans un Manifeste du christianisme libéral, portant la date du 3 février, et qui parut le 8 ou le 9 février. Les auteurs de ce Manifeste demandaient que, dans le plus bref délai possible, toutes les Églises fussent séparées de l'État, et ils proposaient la constitution d'une Église libérale, «gardant la substance morale du christianisme, sans dogmes obligatoires, sans miracles, sans livre infaillible, et sans autorité sacerdotale». Ils avaient fait effort pour se montrer aussi larges que possible, et ils faisaient appel aux athées comme aux théistes.

La semaine fut consacrée à préparer un 5ème numéro du Progrès, qui parut le 20 février, c'est-à-dire le jour même de la venue de Bakounine au Locle.

La visite de Bakounine au Locle devait avoir pour conséquence de nous déterminer à dégager plus nettement la revendication de la vérité scientifique de ce qui n'était qu'une «protestation confuse contre l'autorité religieuse», et à nous affirmer comme anti-chrétiens. Le Manifeste du christianisme libéral avait dit que l'Église libérale recevrait dans son sein tous ceux qui voulaient travailler à leur commune amélioration spirituelle, «sans s'informer s'ils professent le théisme, le panthéisme, le supra-naturalisme, le positivisme, le matérialisme ou tout autre système. Or, tout en appuyant le mouvement anti-orthodoxe, nous ne voulions pas devenir membres d'une Église, nous ne voulions pas nous solidariser avec des hommes qui pourraient être des supranaturalistes». Ce sentiment était le nôtre avant d'avoir entendu Bakounine; mais quand le hardi révolutionnaire fut venu parmi nous, nous résolûmes, sous son impulsion, je le déclarer de façon bien explicite».

Si James Guillaume dit intéressé par le Christianisme libéral de Ferdinand Buisson (4), c'est parce

(4) J'ai dit le rôle considérable qu'avait joué dans le canton de Neuchâtel, pendant l'hiver 1868-1869, la question

que la demande de séparation de l'Eglise et de l'Etat ne pouvait que le ravir, mais le christianisme libéral restait encore une Eglise. La réponse de Bakounine fut pour lui déterminante et sans appel. James Guillaume appréciait l'homme, en qui il admirait le courage de s'opposer à l'orthodoxie. Michel Bakounine et James Guillaume sont des socialistes libertaires, des antiautoritaires et Ferdinand Buisson n'est encore qu'un républicain, certes protestant libéral avec une tendance forte à l'anti-autoritarisme, mais toujours en religion.

Nous ne savons pas ce que pensait Ferdinand Buisson sur James Guillaume à ce moment-là, mais nous savons qu'il ne l'oublia pas.

Ces trois hommes, très différents, ont quelque chose en commun: leur volonté d'aller au peuple à travers l'enseignement: Ferdinand Buisson avec sa conférence «*Sur l'enseignement de l'histoire sainte dans les écoles primaires*», James Guillaume qui écrit dans sa biographie: «*Au milieu d'une population ouvrière, je suis frappé de la vanité de mes études classiques, je hausse les épaules en pensant à mes anciens plans d'avenir; je me dis que, si ma vie vaut encore la peine d'être vécue, c'est à condition que je la consacre à l'instruction du peuple*», et Michel Bakounine écrit dans le journal *L'Egalité* en 1869 un article sur «*L'Instruction intégrale*», à partir d'un texte écrit par Paul Robin en 1867 au second congrès de l'AIT à Lausanne, qui sera reprise par... Ferdinand Buisson!

2- La guerre et la création de l'orphelinat des Batignolles

La proclamation de la République en France va tout bouleverser. Ferdinand Buisson quitte la Suisse le 5 septembre pour aller à Paris (5). Dès lors il entre en politique et ne la quittera plus. Pendant le siège de Paris, en 1870, il fonde un orphelinat, aux Batignolles dans le 17ème arrondissement de Paris, qu'il place sous les auspices de... l'AIT et rencontre des hommes issus de la mouvance libertaire: les frères Reclus (Elie et Elisée), Aristide Rey, Benoît Malon, Varlin. Il va d'ailleurs participer à l'aventure certes éphémère de la création du journal *La République des travailleurs*. La guerre a également permis à Ferdinand Buisson de rencontrer des socialistes libertaires et de les apprécier.

Dans cet orphelinat, Ferdinand Buisson ne se contente pas de nourrir les enfants, il veut leur donner «*une éducation complète*». Cela ressemble beaucoup à «*l'éducation intégrale*» de Paul Robin. Nous savons que Ferdinand Buisson connaissait ces conceptions nouvelles: «*J'avais lu avec intérêt une note de Robin sur l'éducation intégrale dans la revue Philosophie positive en 1869 (7)*». Ferdinand Buisson était en parfait accord avec les libertaires en matière d'éducation. D'ailleurs il pense tout de suite à James Guillaume pour l'accompagner dans ce grand projet.

Nous le savons grâce au texte (8) de James Guillaume dans *Histoire de l'Internationale*:

«Dans la seconde moitié de février, F. Buisson arriva de Paris et passa deux ou trois jours à Neuchâtel. Je le vis chez mes parents, et je déjeunai un jour chez lui: il me donna des nouvelles de la plupart des militants de l'Internationale, qu'il avait appris à connaître; il s'était trouvé à la manifestation du 22 janvier, dans les rangs d'un bataillon des Batignolles, avec Varlin et Malon; il avait fondé, dans le 17ème arrondissement, sous le patronage de la municipalité, un orphelinat où avaient été recueillis pendant le siège un certain nombre d'enfants; il cherchait un collaborateur pour cette œuvre d'enseignement

religieuse, et comment les socialistes avaient appuyé le mouvement du protestantisme libéral. Tome 1,2° partie, chap. XIII, pp. 235-237.

(5) «*J'ouvre une parenthèse pour noter ici le départ de Neuchâtel de F. Buisson. J'avais conservé avec lui des relations amicales; le petit journal protestant libéral qu'il dirigeait, L'Emancipation, s'imprimait à l'atelier G. Guillaume fils. À la nouvelle de la proclamation de la République, il partit sur le champ pour Paris, abandonnant tout pour courir où le devoir l'appelait. Il laissait à Neuchâtel sa femme et son enfant; des amis dévoués lui avaient promis de veiller sur eux. Nous ne devions le revoir qu'après la fin du siège, en février 1871*». 1907, Tome II, 3ème partie, chap. III, p. 85.

(6) Voir ci-après.

(7) Note non datée de quatre pages de Ferdinand Buisson au moment de l'affaire Robin sur sa participation aux Congrès de la Paix en Suisse.

(8) 1907, tome 11, 3ème partie, chap. VI, *Capitulation de Paris - retour de Ferdinand Buisson*, pp. 126-128.

populaire, et il me proposa d'entrer dans l'établissement comme instituteur pour y travailler à ses côtés à la grande cause de l'émancipation du peuple par l'éducation. Il parlait avec une chaleur d'apôtre, évoquant le souvenir de Pestalozzi à Stanz; son enthousiasme me gagna, et l'idée d'aller à Paris, au foyer de l'action révolutionnaire, me joindre aux amis qui travaillaient, infatigables, à donner à l'Internationale une organisation solide, me souriait. J'acceptai donc la proposition. Nous devions partir le soir même; et il était entendu que le mois suivant, après avoir achevé l'installation définitive de l'orphelinat, nous reviendrions l'un et l'autre à Neuchâtel chercher notre famille. Ma femme, bien qu'un peu émue à la pensée de me voir entrer dans la fournaise parisienne, n'avait pas dit non. Quant à l'imprimerie, on ferait revenir de Paris mon frère, qui y était resté pendant le siège et y avait servi successivement comme franc-tireur et comme garde national, et il en reprendrait la direction. J'allai sur le champ à la banque Pury et C^{ie}, où l'imprimerie avait un compte-courant, prendre une somme de trois cents francs, et à la chancellerie d'État me faire faire un passeport. Mais à mon retour chez mes parents, tout était changé: dans l'intervalle, mon père, qui voyait mon projet de mauvais œil, et que mon départ précipité allait mettre dans l'embarras, avait parlé à Buisson, et celui-ci, à sa demande, avait consenti à modifier son plan. Il me déclara donc que, réflexion faite, il trouvait plus sage d'attendre encore: ma présence n'était pas indispensable en ce moment, et il vaudrait mieux remettre mon départ au mois suivant; je pourrais alors emmener avec moi ma famille, au lieu d'être obligé de revenir la chercher. Je n'avais qu'à m'incliner devant sa décision; et il partit seul, par Bâle. Je m'étais trouvé, ce jour-là, à l'un de ces tournants de la destinée qui décident de tout un avenir: si j'avais accompagné Buisson à Paris, j'aurais été mêlé aux événements de la Commune, et j'eusse peut-être partagé le sort de mon ami Varlin et de tant d'autres».

Une fois la guerre finie en juin 1871, Ferdinand Buisson veut continuer l'expérience d'éducation libertaire de son orphelinat et pour cela il va faire jouer toutes ses relations. Il trouve en la personne de Gabriel-Joseph Prévost, un philanthrope ancien saint-simonien profondément laïque, la personne idéale. Son orphelinat sera installé à Cempuis dans l'Oise où la mère de Ferdinand Buisson va jouer un rôle important pendant les deux premières années.

3 - Le Dictionnaire de pédagogie:

Si James Guillaume, de 1866 à 1878, ne vécut que pour l'Internationale, même après son éviction par Marx en 1872, sa situation matérielle fut très difficile. Laissons-le parler dans la petite autobiographie qu'il écrivit en 1906:

«Quand je fus devenu indépendant en 1873 par la vente de l'imprimerie à un nouveau propriétaire, et que je gagnai ma vie en donnant des leçons particulières et en faisant des traductions de l'anglais et de l'allemand, la situation fut moins tendue. La raison qui me fit quitter la Suisse, c'est qu'au bout de quelques années je me trouvai avoir perdu successivement toutes mes leçons particulières, sans pouvoir plus en trouver; que, d'autre part ayant renoué des relations avec F. Buisson (car Ferdinand Buisson l'a contacté encore), j'étais devenu, en 1877 collaborateur de son Dictionnaire de pédagogie publié chez Hachette, et qu'il me pressa d'aller à Paris, où ma collaboration serait plus facile (je collaborais aussi, depuis 1877), grâce à Kropotkine, à un Dictionnaire géographique anglais publié à Londres. J'allai donc à Paris en mai 1878 (la Fédération jurassienne était déjà bien malade, et le Bulletin avait dû suspendre sa publication à la fin de mars 1878), voir si je pourrais y trouver des moyens d'existence; au bout d'un mois ma décision était prise, et je fis venir ma femme et mon enfant; j'avais trouvé assez de travail de librairie pour pouvoir vivre modestement. Il fallut d'abord vivre dans un demi-incognito, pour n'être pas expulsé (l'amnistie n'eut lieu que trois ans plus tard)» (soit en 1881). James Guillaume se fera naturaliser Français en 1889 à l'occasion du bi-centenaire de la Révolution française).

En 1879, à la démission de Mac-Mahon, Ferry devint ministre de l'Instruction publique, et Buisson directeur de l'Enseignement primaire; j'eus alors, au Dictionnaire de pédagogie dont Buisson ne pouvait presque plus s'occuper, une situation beaucoup plus importante, et je devins aussi secrétaire de la rédaction de la Revue pédagogique».

Les relations entre Ferdinand Buisson et James Guillaume qui s'étaient nouées en Suisse vont s'enrichir par la réalisation d'une œuvre commune: le *Dictionnaire de pédagogie*. Et voici ce que dit Ferdinand Buisson sur James Guillaume pour l'anniversaire de ses 70 ans en 1914: «C'est à James Guillaume que j'ai dû de pouvoir publier, il y a trente ans, un ouvrage qui, à cette époque, apportait à la France un véritable trésor de documents et de matériaux pour l'œuvre scolaire que la République allait entreprendre.

Le Dictionnaire de Pédagogie mettait, sous les yeux de tous, un tableau complet de la législation et des institutions scolaires du monde entier, en même temps que des études originales sur l'histoire des doctrines et sur les doctrines elles-mêmes.

Pour résumer, coordonner et mettre au point cette énorme et confuse collection de faits et de textes, il fallait un homme doué d'abord d'une rare puissance de travail, possédant à fond les langues modernes et capable d'extraire avec sûreté de tant de lois et de règlements la pensée vraie et la formule exacte, ayant de plus une patience que rien ne pût rebuter, une conscience d'érudit méticuleux et intransigeant, une sévérité d'esprit critique et une impartialité historique, pédagogique, philosophique vraiment extraordinaire.

Je savais que l'on pouvait demander tout cela et autre chose encore, à cet homme que ses ardentés convictions sociales n'empêchaient pas d'être le plus scrupuleux et le plus intègre des érudits. Je lui proposai, au lendemain du Seize Mai (1877), de se donner tout entier à ce travail de bénédictin. Il vint à Paris et pendant une dizaine d'années consacra le meilleur de son temps et de ses forces à créer pour la pédagogie française un outillage qui lui manquait.

A côté du Dictionnaire, il fut, pendant cette longue période, le secrétaire de la rédaction, c'est-à-dire la cheville ouvrière de la Revue Pédagogique.

Quiconque est au courant de ce qui s'est fait pour l'école en France sous la Troisième République, sera d'accord avec nous pour dire qu'une place est due, et une des plus grandes, dans l'histoire de notre éducation nationale, une place aussi dans l'estime et la reconnaissance publiques à cet homme qui, au rebours des autres, a mis son point d'honneur dans le silence, dans le travail et dans l'obscurité voulue, à ce grand et modeste éducateur des éducateurs français».

En 1881 James Guillaume écrivait à sa mère: *«Par M. Buisson, j'ai fait peu à peu la connaissance d'à peu près toutes les personnes qui ont un nom ou une fonction importante dans l'instruction publique; on me fourre de temps en temps dans une commission, et j'y vais siéger sans scrupule, attendu qu'il ne s'agit que de pédagogie et non de politique. J'ai conservé une entière liberté de langage avec M. Buisson et ceux que je connais, et je m'en trouve très bien; on sait ce que je pense, on ne me demande que ce qui est compatible avec mes idées. Tout ce monde-là est tolérant en raison même de son intelligence, du moment qu'on a reconnu que vous n'êtes pas un imbécile, on vous traite avec sympathie; en Suisse au contraire, on ne me pardonnait pas de n'être pas un imbécile: c'était là mon grand crime».*

James Guillaume est donc «heureux» à Paris, dans son travail sur la pédagogie et les grands pédagogues, ainsi que dans son travail d'historien de la Révolution française.

Comme il avait fait appel à James Guillaume pour coordonner le *Dictionnaire de pédagogie*, Ferdinand Buisson ou James Guillaume (mais en accord avec Ferdinand Buisson) vont également solliciter d'autres libertaires de ses amis du temps de la guerre comme les frères Elie et Elisée Reclus et Paul Robin (qui rédige dix-sept articles), tous amis de James Guillaume. Ferdinand Buisson va connaître Paul Robin par l'intermédiaire de James Guillaume, en qui il a toute confiance.

4- L'affaire Robin:

En 1882 Ferdinand Buisson va engager Paul Robin pour diriger Cempuis. Ferdinand Buisson connaissait Paul Robin par ses écrits et, bien sûr, par James Guillaume. Il l'appréciait beaucoup: *«j'ai un candidat hors-ligne»* écrit-il au préfet de Savoie, et il fera tout pour le faire nommer inspecteur de l'enseignement primaire en octobre 1879, puis directeur de l'orphelinat de Cempuis en 1880. La gestion administrative de l'orphelinat (la Commission administrative) a remplacé, à partir du 30 décembre 1882, le comité de patronage choisi par Prévost. Y siègent notamment, comme représentant des élus locaux à la Commission, Aristide Rey, compagnon libertaire de Ferdinand Buisson pendant le siège et avec qui il vécut l'aventure du journal *La République des Travailleurs*. Depuis 1879, il est conseiller municipal du quartier du Val de Grâce (5ème arrondissement). A ce titre, il a été désigné, par le Conseil général de la Seine, pour faire partie de la commission administrative préfectorale. Il en sera même le président (1883-1884). Du côté des représentants du préfet, on trouve Ferdinand Buisson. Cette Commission administrative est constituée, en grande majorité, d'hommes de gauche. Cette gestion explique donc le caractère exceptionnel de Cempuis.

Mais en 1894, le passé suisse, «internationaliste», de Ferdinand Buisson va resurgir avec l'affaire Paul Robin qui éclate le 23 octobre 1894. Il écrit deux lettres de démission à sept semaines d'intervalle sur lesquelles nous allons revenir. Une lettre manuscrite de sept pages, que j'ai trouvée dans les archives de M. Hesse (dernier descendant de Ferdinand Buisson), nous renseigne sur les tenants et aboutissants de l'affaire et de la volonté de Ferdinand Buisson de se sentir solidaire de Paul Robin.

Dans cette lettre, Ferdinand Buisson s'adresse, au nouveau ministre de l'Instruction publique, Georges Leygues (après l'assassinat de Sadi Carnot, Casimir Perier avait été élu Président de la République. Dans le 3ème ministère Dupuy, Georges Leygues avait conservé le ministère de l'Instruction publique qu'il avait reçu le 30 mai 1894 dans le deuxième ministère Dupuy). On a reproché à Ferdinand Buisson de n'avoir pas soutenu Robin dans cette affaire. Il ne faut pas oublier que les orphelinats ne dépendaient pas du ministère de l'Instruction publique mais du ministère de l'Intérieur. C'est donc Dupuy, à la fois président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, qui avait en charge ce dossier. Ferdinand Buisson ne pouvait donc intervenir personnellement. Mais, dès l'annonce de la révocation de Paul Robin, Ferdinand Buisson envoya une lettre de démission qui ne sera pas acceptée. Voici cette lettre:

Paris, le 23 octobre 1894,

Monsieur Le Ministre,

Vous n'avez pas oublié qu'au lendemain de la révocation de M. Robin je suis venu vous apporter ma démission Je vous ai donné les raisons qui me déterminaient à vous l'offrir, qui me semblaient devoir vous la faire accepter. Veuillez me permettre de vous les rapporter.

D'abord - vous disais-je après vous avoir demandé l'autorisation de vous parler comme si je n'étais déjà plus votre subordonné - je déplore dans cette révocation non pas la révocation elle-même - je ne puis la critiquer puisque je n'en connais pas les motifs et que je dois les croire très graves - mais l'équivoque terrible que cette mesure brusquement prise après une procédure sommaire va créer malgré nous. Bien que cette affaire ne concernât point mon service, puisque les orphelinats relèvent jusqu'ici que du ministère de l'Intérieur, je croyais pouvoir vous représenter, quels que soient les torts d'un chef d'établissement, il y a un moment - un seul - où il n'est pas possible de le révoquer dans les douze heures, c'est le moment où une campagne de presse d'une grossièreté sans exemple, dénonce l'établissement comme un lieu de débauche, son chef comme un pornographe et un voleur. Vous m'avez permis d'ajouter respectueusement que le révoquer à ce moment-là sans se donner le temps de consulter les autorités hiérarchiques qui le couvrent et notamment la commission administrative qui le voit à l'œuvre depuis douze ans et qui jadis n'a pas hésité à le frapper elle-même sévèrement, c'était donner créance aux pires accusations, faire croire à un flagrant délit d'immoralité. Or vous m'apprenez vous-même qu'il n'y en avait pas.

En second lieu et pour vous expliquer l'intérêt qui me poussait dans cette affaire, je vous ai fait connaître les tiens qui m'attachent personnellement à l'orphelinat de Cempuis: je suis l'exécuteur testamentaire du fondateur, M. Prévost; sa maison avait reçu en 1871 les orphelins qui m'avaient été confiés pendant le siège de Paris (orphelinat municipal laïque du 17ème arrondissement), c'est moi qui conjointement avec le Préfet de la Seine ai soutenu le procès à la suite duquel le Département a été mis en possession en 1877. En souvenir de ces circonstances, j'ai été nommé par M. Hérold membre de la Commission administrative de l'établissement. Je le suis toujours et ce n'est pas à cette heure que je songerais à me séparer d'elle. Mais, ajoutais je, ma présence dans cette commission peut amener des difficultés: sans même qu'il y ait incompatibilité entre ces deux mandats, s'il en doit sortir une gêne ou un malaise pour vous et pour moi, je suis prêt, je résigne immédiatement mes fonctions au Ministère.

Vous avez voulu me répondre alors, Monsieur le Ministre - c'était le premier septembre - qu'aucune de ces raisons n'était suffisante pour vous faire accepter ma démission; que l'intention du gouvernement était de distinguer profondément entre la «question Robin» et la «question Cempuis»; que la mesure jugée nécessaire contre le directeur ne devait aucunement rejaillir contre l'établissement que vous vous réserviez d'être le défenseur en temps et lieu, qu'enfin, bien loin de condamner ou le système d'éducation exclusivement laïque ou même le système de la coéducation des sexes, vous étiez décidé à maintenir l'expérience commencée dans les plus mauvaises conditions, en l'entourant désormais des garanties nécessaires en la confiant à un personnel d'élite résolument laïque, vraiment compétent et vraiment dévoué.

Cette déclaration ne pouvait m'étonner de la part d'un ministre dont j'avais pu apprécier déjà dans mon humble sphère l'entier dévouement aux principes de notre enseignement laïque et républicain et

qui n'avait laissé passer aucune occasion d'en donner des preuves à l'Université. Je ne pouvais donc que m'incliner devant votre réponse, Monsieur le Ministre, et rester à mon poste.

Sept semaines se sont écoulées pendant lesquelles j'ai d'abord eu la douleur de vous voir prendre à mon égard exactement l'attitude à laquelle j'aurais dû m'attendre si je n'eusse commencé par la démarche que je viens de rappeler. Enfin samedi à l'issue du Conseil des Ministres vous m'avez fait appeler. J'étais absent, vous avez voulu me redemander le soir, pour me communiquer l'impression fâcheuse produite sur le gouvernement et sur l'opinion publique par ma signature mise au bas de la récente délibération de la commission administrative. Vous m'avez adressé à ce sujet au nom du gouvernement un blâme. Vous avez bien voulu m'épargner le mot qui eût en effet abrégé l'entretien, mais au mot près vous ne m'avez rien dissimulé.

C'est ce blâme, même atténué par votre courtoisie, qu'après un mûr examen de conscience, je vous demande la permission de ne pas accepter, ne le croyant pas justifié.

Dans la déclaration à laquelle j'ai pris part la Commission ne proteste ni contre la révocation de M. Robin, ni contre ce qu'il y a de blessant pour elle à n'avoir été associée à l'enquête, ni même entendue comme tous les témoins. Ce qui lui échappe ou plutôt, j'en conviens, ce qu'elle a été heureuse de faire entendre, c'est un cri d'indignation contre les outrages dont on a essayé de flétrir des enfants mes pupilles contre cette ignoble légende de la Porcherie que depuis deux mois pleins, d'innombrables journaux, les uns par haine, les autres par frivolité, continuent de répandre. En attendant que le Gouvernement parle, était-il interdit à cette Commission publiquement outragée d'opposer sur le champ un démenti à ceux qui, pour un établissement laïque, n'hésitent pas à déshonorer tous les enfants qui en sortent? Elle ne l'a pas cru et, sous sa responsabilité, elle a envoyé un témoignage d'estime et une parole de réconfort aux élèves et aux anciens élèves de notre maison, à nos jeunes gens sous les drapeaux dont plusieurs sont signalés au nombre des meilleurs soldats, à nos jeunes filles poursuivies dans l'atelier par d'innombrables plaisanteries. En m'associant à cette manifestation unanime qui soulageait notre conscience à tous, bien loin de songer à créer un embarras au gouvernement, je croyais être et je crois encore avoir été, l'écho fidèle de votre propre pensée, Monsieur le Ministre.

Mais il n'importe. Vous estimez que j'ai manqué à ce que doit au ministre un fonctionnaire, même agissant comme homme privé. Vous êtes le seul juge de la question. Aussi bien, vous avez voulu notre entretien par un mot qui m'a éclairé: vous ne pouviez pas, disiez-vous, vous dispenser de m'adresser ces observations au moment où, quoiqu'il vous en coûte, vous croyez devoir frapper de peines disciplinaires des professeurs qui dans les journaux scolaires n'ont guère fait ni dit autre chose que ce que je viens de dire et de faire.

C'est là, Monsieur le Ministre la vérité même. Et personne ne comprendrait que vous eussiez deux poids et deux mesures, ce qui est interdit à un professeur, fût permis à un haut fonctionnaire. Vous avez le souci de rétablir dans l'Université à tous les degrés une discipline que vous croyez la bonne et que vous croyez nécessaire, je commettrais la dernière inconvenance en me permettant de discuter la question. Seulement j'ai toujours professé une opinion sensiblement différente, je suis peut-être pour quelque chose dans ces habitudes prises du moins dans le monde du primaire depuis quelques années d'une grande liberté de parole et même d'une certaine liberté de discussion entre les chefs et les subordonnés; j'ai créé tout exprès il y a deux ans avec l'approbation formelle et publique de l'un de vos prédécesseurs un organe qui n'a pas d'autre but que d'ouvrir cette libre tribune où l'administration et les administrés échangent franchement leurs avis, leurs observations et même leurs critiques. Aujourd'hui, je n'ai pas changé de sentiment, et tout en respectant profondément les vôtres, je suis obligé de reconnaître que je ne suis pas l'homme qui peut en conscience la représenter. Un Directeur qui n'a pas la pleine confiance de son ministre, qui n'est pas d'ailleurs en parfaite communauté de vues avec lui n'est plus rien. Je viens, quelque douleur que j'aie à me séparer du gouvernement que je sais sincèrement et profondément républicain, pour des divergences qui n'intéressent qu'indirectement mon service, vous prier, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire relever des fonctions que j'occupe au ministère depuis 1879.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mes sentiments respectueux.

Quelles sont les innovations pédagogiques à Cempuis? Parmi toutes les innovations, la plus scandaleuse aux yeux de certains est la coéducation des sexes, à laquelle Ferdinand Buisson est très attaché depuis la création de son orphelinat aux Batignolles. En 1880, aucune loi n'autorisait la coéducation des sexes. Les lois de 1881 n'en disent rien. Grâce à la tolérance de Jules Ferry et à la volonté de Ferdinand Buisson, l'expérience d'éducation libertaire tentée à Cempuis s'est réalisée. Ferdinand Buisson, grâce au soutien de Jules Ferry, donne les moyens «légaux» à Paul Robin, de pouvoir mettre en pratique

ses idées sur la coéducation des sexes. Les sessions pédagogiques, organisées à Cempuis pendant une semaine en août 1890, sont l'objet d'une «publicité» dans le bulletin officiel du Ministère, avec le soutien de Ferdinand Buisson. Peut-être espérait-il que des instituteurs et des institutrices se déplaceraient afin de prendre part à des expériences nouvelles et d'échanger des idées avec les promoteurs de pédagogie moderne? Sans l'appui de l'Administration et du Comité, jamais une telle expérience n'aurait vu le jour dans la France des années 1880 et dans une région cléricale et réactionnaire. Cet appui est total dès septembre 1883, quand Paul Robin fut accusé par des employés de l'orphelinat d'avoir diffusé dans l'établissement un écrit qu'ils jugèrent «obscène». Il s'agit, en fait, d'un petit opuscule d'inspiration néo-malthusienne. Robin se jugeant victime d'une cabale, remet sa démission à la Commission administrative pour preuve de sa bonne foi. Aristide Rey, «*le couvre de son honorabilité personnelle dans la plus large mesure possible*» et se livre à un véritable travail d'enquêteur pour confondre les témoins qui accusent Robin. Suspendu, Robin est réintégré le 10 janvier 1884.

Mais, plus le rayonnement de l'orphelinat et de ses pratiques étaient connus, plus son existence devenait inacceptable aux yeux des cléricaux et de tous les défenseurs d'une pédagogie «autoritaire». Les attaques viendront à la fois, bien sûr, de l'extérieur, mais aussi, chose plus surprenante, de l'intérieur de l'établissement.

On allait à Cempuis «*comme naguère on allait voir Pestalozzi à Yverdon*» dira Benjamin Buisson (9) dans son rapport sur l'Exposition internationale de 1889. Dès 1890, des conférences pédagogiques d'une semaine sont organisées tous les étés. Le concept d'éducation intégrale fait son chemin et s'internationalise. L'orphelinat participe à de nombreuses expositions grâce à l'intervention de Ferdinand Buisson.

Le contexte politique favorise les attaques contre Cempuis et elles redoublent en 1894. En effet, si la presse parle toujours de Cempuis, comme d'une école d'immoralité et de subversion sociale, des accusations nouvelles apparaissent comme l'internationalisme, voire l'anarchie, qui y seraient pratiqués. Le débat se déplace sensiblement du plan moral au plan politique. Depuis plusieurs mois, certains anarchistes avaient opté pour «*la propagande par le fait*» qui frappait l'opinion. L'assassinat du président de la République Sadi Carnot, le 24 juin 1894, par l'anarchiste Caserio, poussent aux «lois scélérates» contre les anarchistes. Les journaux jouent sur une opinion hostile aux anarchistes et réclament une enquête gouvernementale. Georges Leygues et Charles Dupuy s'exécutent et cette enquête bâclée ressemblera plutôt à une exécution pour calmer l'opinion publique. Le conseil des ministres, sur proposition de Georges Leygues, prend la décision de prononcer la révocation de Paul Robin le 31 août 1894.

Le lendemain, Ferdinand Buisson donne sa démission, mais le ministre répond que «le gouvernement distingue profondément entre la «question Robin» et la «question Cempuis». Cette réponse satisfait Ferdinand Buisson dans un premier temps et il reste à son poste.

Mais un article de *La Libre Parole* (journal antisémite d'Edouard Drumont) du 8 septembre 1894, intitulé: «*Buisson trahi par lui-même*», oblige Ferdinand Buisson à présenter une nouvelle fois sa démission. Ferdinand Buisson considère Cempuis comme son œuvre personnelle, au point de pouvoir lui faire dire «*Cempuis c'est moi*». Surtout cet article a été écrit dans le but certes d'atteindre Ferdinand Buisson, mais par lui toute la laïcité. C'est la thèse que défend *La Lanterne* (journal satirique d'Henri Rochefort) dans un article du 24 octobre: «*Nous l'avons dit dès le premier jour; les accusations dirigées contre M. Robin ne sont qu'un prétexte et M. Robin lui-même n'est qu'un paravent. Ce que les cléricaux poursuivent, c'est une revanche éclatante sur l'enseignement laïque; ce qu'ils veulent c'est la tête de celui qui a consacré sa vie au triomphe de la laïcité et dont le nom personnifie en quelque sorte les lois scolaires de la République*».

Dans sa lettre datée du 23 octobre, Ferdinand Buisson ne donne pas sa démission, une nouvelle fois, pour un motif politique mais pour une question de conscience morale: «*un Directeur qui n'est pas en parfaite communauté de vues avec son ministre*», ne peut plus le représenter et il lui demande de le relever de ses fonctions. Cette demande sera une nouvelle fois refusée.

(9) Benjamin Buisson est le frère cadet de Ferdinand Buisson. Il participa à l'aventure du journal La République des travailleurs

Ferdinand Buisson a-t-il lâché Paul Robin? Si la question est simple, la réponse est complexe. Il ne faut jamais perdre de vue le contexte politique. Une chose est sûre: il a fait tout ce qui était en son pouvoir, et il a donné sa démission au lendemain de la révocation illégale de Paul Robin. Ce dernier n'est d'ailleurs pas abandonné des instances politiques. Le Conseil général, proteste contre la révocation de Robin, qui aurait dû comparaître devant un conseil départemental, et demande les dossiers et les rapports. La demande est refusée et le Conseil général ordonne une enquête publique et, pour bien montrer qu'il se désolidarise de la décision du préfet, décide d'attribuer une allocation annuelle de 4.000 francs à Robin. Surtout, le 10 novembre 1894, le député socialiste Aimé Lavy, ancien instituteur, lance une interpellation à la Chambre et demande des explications sur les véritables motifs de la révocation de Robin. Georges Leygues réaffirme la validité des accusations et la Chambre, à une écrasante majorité, l'approuve.

En revanche on peut s'interroger sur le silence assourdissant de ses amis anarchistes: James Guillaume, qui s'est tant inspiré des écrits de Robin pour rédiger ses *Idées sur l'organisation sociale*, en 1876, Elisée Reclus, qui s'intéresse tant à l'éducation, Louise Michel, si prompte à défendre les injustices.

Pourquoi ne soutiennent-ils pas Paul Robin? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées: les thèses sur le malthusianisme remettent en cause la vision optimiste des libertaires, le choix de la propagande par certains libertaires et les lois scélérates qui en furent la conséquence? James Guillaume, dans la petite biographie qu'il rédige en 1906, semble bien éloigné de la politique à ce moment-là: «*Quant au mouvement socialiste en France, outre que je n'aurais pu m'en occuper activement sans me faire expulser, je me trouvais étrangement dévoyé: plus d'Internationale, rien que des chapelles s'excommuniant les unes les autres; je ne pouvais m'intéresser aux guesdistes, aux malonistes, aux broussistes, etc... ; je me contentais de mes relations personnelles avec quelques anciens amis, les frères Reclus, Lefrançais, Robin, Kropotkine, etc... En Suisse il n'y avait plus rien: Schwitzguébel était devenu ou allait devenir secrétaire ouvrier romand, et Spichiger était en Amérique ainsi que plusieurs autres*».

5- Les dernières œuvres:

James Guillaume écrit dans son autobiographie: «*Quand le Dictionnaire de pédagogie fut fini (en 1887), je devins le principal collaborateur (secrétaire de la rédaction) d'un autre dictionnaire, le Dictionnaire géographique de la France (aussi chez Hachette), et ce fut là mon principal gagne-pain de 1888 à 1904. J'ai eu aussi à m'occuper, pendant une vingtaine d'années, des publications du Club Alpin Français (les Alpes, ou, d'une manière plus générale, les montagnes, ont toujours occupé une grande place dans ma vie). Si je mentionne encore un volume sur Pestalozzi (1890), et de nombreux articles dans la revue la Révolution française, j'aurai énuméré l'essentiel*».

En 1890, parut son livre sur Pestalozzi, l'un des plus simples, des plus beaux qui aient été écrits sur le grand pédagogue. Déjà dans le *Dictionnaire* l'article sur Pestalozzi comprenait 74 pages. Aujourd'hui ce livre est encore indépassable. Les articles de James Guillaume sur les grands pédagogues comme Comenius, Froebel dans le *Dictionnaire* et l'ouvrage sur Pestalozzi le placent comme le principal historien français de la pédagogie.

Revenons à Ferdinand Buisson.

En 1896, à l'âge de 55 ans, Ferdinand Buisson quitte le poste de directeur de l'Enseignement primaire et devient le titulaire de la chaire de Science de l'Education à la Sorbonne (à la création de laquelle il avait lui-même œuvré). A partir de cette date, il entre en politique réellement en devenant député et ce jusqu'en 1924. Mais il n'oublie pas son *Dictionnaire* dont il veut publier une édition abrégée. Il écrit dans l'article sur les soixante-dix ans de James Guillaume:

«*Tout récemment, trente ans après notre première collaboration, j'ai retrouvé James Guillaume disposé à refaire notre, je devrais dire son, Dictionnaire d'autrefois. Et d'après un plan nouveau, sur des données profondément modifiées par les progrès mêmes de l'œuvre scolaire républicaine, il a déployé dans cette publication, si différente de l'ancienne, les mêmes qualités d'esprit, de science et de conscience*».

C'est ainsi que James Guillaume va diriger la seconde édition du *Dictionnaire de pédagogie* en 1911. Dans le même temps il rédige l'ouvrage de sa vie *L'Histoire de l'Internationale* en quatre volumes qui paraîtront entre 1905 et 1910. Qu'est-ce qui lui a donné la force d'écrire ces énormes volumes? La naissance du syndicalisme français y est certainement pour quelque chose, qui se plaçait sous les auspices du syndicalisme révolutionnaire depuis 1895 et qui est le phénix de la vieille Internationale pour qui il avait tant combattu. Cette naissance lui redonne sa jeunesse et l'envie de rappeler aux jeunes militants ce que fut la première Internationale jurassienne.

Mais atteint à nouveau par la maladie nerveuse qui l'avait déjà frappé en 1898 après la mort de sa fille puis de sa femme, James Guillaume, qui se sent perdu, va se retirer dans son pays où il sera soigné dans une clinique puis à l'asile de Marin. Visité parfois par ses vieux amis, en correspondance avec eux, il assiste, pleinement conscient, à la disparition progressive de toutes ses facultés. «*Oui, écrira-t-il, le 14 mars 1916, je me résigne à finir, mais j'aurais voulu finir autrement*». Il mourut huit mois plus tard, le 20 novembre 1916, et fut inhumé à Paris, au cimetière du Montparnasse.

Ferdinand Buisson, quant à lui, a la douleur de perdre, en 1916, un petit-fils, médecin auxiliaire, tombé à l'âge de 21 ans à Verdun. Aussi après la guerre, va-t-il défendre la Société des Nations. Il ira partout où on le demande, affrontant les auditoires les plus divers, devant lesquels il essaie de faire triompher son pacifisme. La boucle est bouclée pour lui. Son article paru dans le journal *Les Etats-Unis d'Europe* le 19 avril 1868 parlait de «*L'abolition de la guerre par l'instruction*». Son dernier combat sera récompensé par le prix Nobel de la paix.

Deux réflexions pour conclure en forme d'appel à poursuivre...

Si Ferdinand Buisson et James Guillaume avaient des idées claires et fermes, ils savaient entrer dans les idées d'hommes différents d'eux-mêmes et les estimer à leur valeur, voilà ce qui les caractérisait. Ils se respectaient profondément depuis leur amitié de jeunesse même si politiquement ils étaient éloignés.

En dépit des liens qu'entretint Buisson avec les socialistes libertaires, comme James Guillaume, Paul Robin, les frères Reclus et d'autres, aucun historien n'a cherché à mieux éclairer ce prolongement du milieu protestant libéral avec la mouvance libertaire. Ils ont été des passeurs entre ces deux pensées.

Martine BRUNET
